

Décret n° 2-00-913 du 18 jourmada II 1423 (27 août 2002) pris pour l'application de la loi n° 58-00 portant création de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 58-00 portant création de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie promulguée par le dahir n° 1-02-125 du 1^{er} rabii II 1423 (13 juin 2002) ;

Vu le dahir portant loi n° 1-77-185 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977) relatif à la présidence des conseils d'administration des établissements publics nationaux et régionaux ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 29 chaoual 1421 (24 janvier 2001),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – L'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie dont le siège est fixé à Rabat, comprend des services centraux et des services extérieurs.

ART. 2. – La tutelle de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie est exercée par le ministre chargé de l'agriculture.

ART. 3. – Le conseil d'administration de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie est présidé par le Premier ministre ou par l'autorité gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Il est composé des membres suivants :

- le ministre chargé de la justice ;
- le ministre chargé de l'intérieur ;
- le ministre chargé de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme ;
- le ministre chargé des finances ;
- le ministre chargé du tourisme ;
- le ministre chargé de l'agriculture ;
- le ministre chargé de l'équipement ;
- le ministre chargé de l'administration de la défense nationale ;
- le ministre chargé des Habous et des affaires islamiques ;
- le ministre chargé de l'industrie et du commerce ;
- l'autorité gouvernementale chargée de l'habitat.

En cas d'empêchement ou d'absence, les ministres membres du conseil sont représentés par le secrétaire général ou par un directeur de leur département.

Le président du conseil d'administration peut convoquer, à titre consultatif, toute personne susceptible d'éclairer les débats.

ART. 4. – Le directeur de l'Agence assure la gestion de l'ensemble des services de l'Agence et agit en son nom. Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, il accomplit ou autorise tous les actes ou opérations relatifs à l'objet de l'agence et la représente vis à vis de l'Etat, de toute administration publique et de tous tiers et fait tous actes conservatoires.

Il représente l'Agence en justice et peut intenter toute action en justice ayant pour objet la défense des intérêts de l'agence mais doit, toutefois, en aviser immédiatement le président du conseil d'administration.

Il gère le personnel de l'Agence dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En tant qu'ordonnateur, il engage les dépenses par acte, contrat ou marché, fait tenir la comptabilité des dépenses engagées, liquide et constate les dépenses et les recettes de l'Agence et délivre à l'agent comptable les ordres de paiement et les titres de recettes correspondants.

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée n° 58-00 portant création de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie, le directeur de l'Agence règle les affaires pour lesquelles il reçoit délégation du conseil d'administration et peut déléguer, sous sa responsabilité, partie de ses pouvoirs et attributions au personnel placé sous son autorité.

ART. 5. – La liste des biens meubles et immeubles visés au premier alinéa de l'article 13 de la loi précitée n° 58-00 est fixée par décret.

ART. 6. – Le directeur de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie est tenu d'informer les co-contractants de l'Etat et l'administration de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie dont les marchés, contrats ou conventions sont transférés à l'Agence en application des articles 14 et 15 de la loi précitée n° 58-00 portant création de l'Agence, des modifications intervenues dans la désignation du comptable chargé du paiement des dépenses afférentes audits marchés, contrats ou conventions.

ART. 7. – En application de l'article 6 de la loi précitée n° 58-00, l'organisation administrative centrale et extérieure de l'Agence est approuvée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture, pris après avis du ministre chargé des finances.

ART. 8. – Sont abrogées en ce qui concerne la Conservation de la propriété foncière, le cadastre et la cartographie, les dispositions du décret n° 2-93-23 du 21 kaada 1413 (13 mai 1993) relatif aux attributions et à l'organisation du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire, tel qu'il a été modifié et complété.

Toutefois ces dispositions demeurent en vigueur jusqu'à la fixation de l'organisation administrative de l'Agence conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi précitée n° 58-00.

ART. 9. – Le ministre de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts et le ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 18 jourmada II 1423 (27 août 2002).

ABDERRAHMAN YOUSOUFI.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'agriculture,
du développement rural
et des eaux et forêts,*
ISMAIL ALAOUI.

*Le ministre de l'économie
des finances, de la privatisation
et du tourisme,*
FATHALLAH OUALALOU.